

Macron-Attal, à tribord toute !

Le nouveau Premier ministre multiplie depuis sa nomination les déplacements et les coups de com'. Mais ses efforts sont vains : sa jeunesse cache mal la vieillesse des idées anti-sociales qu'il défend. Car pour ce nouveau « gouvernement d'audace » selon Macron, on prend (un peu) les mêmes, et on recommence... avec une bonne pincée supplémentaire de droite très réactionnaire.

On se demande qui a bien pu faire un tel casting ? Entre conflits d'intérêts, mise en examen de Rachida Dati pour « corruption » et « trafic d'influence » et les positions réactionnaires des un.es et des autres, à commencer par la ministre du Travail et de la Santé, Catherine Vautrin, sarkozyste et soutien de la Manif pour tous... c'est le bal des vampires !

Cerise sur le gâteau, Amélie Oudéa-Castéra, cette ministre qui manque vraiment d'éducation et dont on espère que sa mission sera aussi éphémère que son mépris de classe a été tonitruant. Révélateur de la déconnection de la macronie, du vide politique des techniques managériales appliquées à l'État, la ministre a exprimé et incarné le plus clairement du monde les intérêts et les comportements de la classe bourgeoise qu'elle représente. En mentant et en exprimant son mépris pour l'école gratuite et publique, elle a insulté enseignantEs et parents d'élèves. Cela valait bien une casserolade à l'école Littré... dans le néanmoins chicissime 6ème arrondissement de Paris !

Une piqûre de rappel pour Macron qui voudrait laisser derrière lui les manifestations contre la réforme des retraites afin de continuer ses réformes antisociales et racistes, qui reprennent des orientations de la droite et de l'extrême droite.

N'est ce pas la ligne directrice des mesures qu'il a annoncées mardi soir lors de sa conférence de presse, conférence ouverte significativement par un slogan rance venu de LR et repris par Zemmour lors de sa campagne présidentielle : « Pour que la France reste la France »...

N'est-ce pas ce qu'on a déjà vu lors du vote de la loi immigration le 19 décembre dernier. Les députéEs Renaissance n'ont guère été nombreux à s'émouvoir d'avoir à voter un texte qui instaure la préférence nationale ! Mauvais présage !

Il y a donc urgence à riposter à cette accélération réactionnaire du pouvoir et à construire un cadre unitaire de résistance à la dégradation des conditions de vie et la mise en cause des droits et libertés démocratiques.

Ca commence dimanche 21 janvier !

Rouge Emeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n°134
18 janvier
2024

Contre la loi immigration. Pour l'égalité et la solidarité Toutes et tous ensemble le 21 janvier !

La loi immigration a été adoptée par la majorité gouvernementale main dans la main avec la droite et l'extrême droite. C'est une loi inique qui s'en prend aux droits des étranger-es, des migrant-es ou des étudiant-es qui viennent étudier en France.

En effet, cette loi xénophobe, c'est la remise en cause du droit du sol pour les enfants nés en France de parents étrangers, la facilitation des refus et retraits des titres de séjour, le délai de 5 ans requis pour le droit de percevoir des allocations familiales et des aides personnalisées au logement pour les étranger-es non européenne-s qui ne travaillent pas (contre trente mois pour les autres), le pouvoir discrétionnaire des préfets de régulariser ou non des travailleuses et travailleurs sans-papiers dans les métiers dits "en tension".

Cette loi n'a qu'une seule fonction: attiser la haine contre les personnes qui fuient les crises sociales, les désordres climatiques et les guerres engendrées ou aggravées par deux siècles de domination coloniale et impérialiste, crises et guerres dans lesquelles la France porte une part de responsabilité. Cette loi ne vise au fond qu'à **diviser la population, entre français-es et étranger-es, entre immigrant-es régulier-es et sans-papiers.**

Et pendant qu'on veut nous faire croire qu'"on ne peut pas accueillir toute la misère du monde", les entreprises du CAC 40 ont versé près de 100 milliards d'euros aux actionnaires en 2023.

La priorité doit être l'égalité des droits en particulier des droits sociaux, la régularisation de l'ensemble des travailleuses et travailleurs sans-papiers sans condition et la solidarité avec les migrant-es.

Le 21 janvier, soyons nombreuses et nombreux à affirmer la solidarité et l'égalité entre toutes et tous.

Saint-Malo, dimanche 21 janvier - 10h30 MANIFESTATION, place Saint-Vincent



Dans la dynamique de initiatives des collectifs et organisations à l'origine de l'action du 14 janvier exprimant leur rejet de la loi Asile Immigration, l'appel des 201 signé de personnalités d'horizons divers et des principales associations de lutte pour les libertés et contre le racisme demande au Président de la République de ne pas promulguer cette loi votée par l'assemblée nationale le 19 décembre 2023.

La coordination Le Monde d'Après (LMDA) avait exprimé les 4 mars et 14 décembre 2023 son refus de ces textes qui restreignent les droits humains fondamentaux et visent à criminaliser l'immigration. Elle souhaite contribuer au succès de cette nouvelle action et s'opposer à cette loi qui stigmatise les étranger-es, organise le repli nationaliste, nie les solidarités et aggrave la pauvreté et l'exclusion.

LMDA s'associe à l'appel de l'intersyndicale malouine pour un rassemblement le 21 Janvier à 10h30 sur l'Esplanade Saint-Vincent et s'emploiera à amplifier le mouvement en mobilisant largement au sein de ses réseaux et des organisations amies.



LE MONDE
D'APRES



à Rennes, le 14 janvier 2024 — photo D NPA pm



avec Olivier BESANCENOT, Christine POUPIN, Philippe POUTOU, Pauline SALINGUE

Oliver Besancenot:

« Le danger fasciste est réel ! »

Une fois n'est pas coutume, nous reproduisons de larges extraits d'une (longue) interview de notre camarade Olivier Besancenot, parue il y a quelques jours dans *Mediapart* et qui nous semble faire le tour des questions politiques et stratégiques du moment.

Mediapart : La loi immigration est passée fin décembre avec les voix du RN. Même si le Conseil constitutionnel censure certains de ses articles, considérez-vous qu'on est passé à une nouvelle étape dans l'évolution du macronisme ?

néofascistes ou fascistes – l'heure n'est plus aux colloques sur leur dénomination. Marx comparait la révolution à un train qui tire l'humanité vers l'avant. Walter Benjamin, lui, tout en faisant sienne la rhétorique marxienne, comparait la nécessité révolutionnaire au **signal d'alarme de ce train que l'humanité devait tirer au plus vite** et en conscience, avant qu'il ne s'écrase. La tâche du mouvement d'émancipation tient aujourd'hui précisément à cela : tirer ce signal d'arrêt d'urgence !

M.: L'extrême droite a fortement progressé tant électoralement que sur le plan culturel depuis 2002, où l'extrême gauche représentait un débouché politique important – avec Arlette Laguiller de Lutte ouvrière -, vos deux candidatures cumulaient 10 % des suffrages exprimés à la présidentielle. Comment expliquer cette extrême droite et le fait que la gauche de rupture soit moins identifiée comme un débouché politique aujourd'hui ?

OB: D'abord, il y a eu des **défaites sociales** sur le terrain de la lutte de classes, dont très récemment celle de la bataille des retraites. Dans ces circonstances, l'idée que la solidarité paye est plus compliquée à démontrer. Les discours émancipateurs ne sont jamais aussi forts que lorsqu'ils sont portés par des périodes de victoires par l'action. Or, compte tenu de la crise globale que nous traversons, les luttes ne sont pas derrière nous. Tout reste ouvert.

Mais il y a aussi des tendances de fond, notamment une aspiration à l'ordre que les discours simplistes remplissent facilement de haine. Hannah Arendt l'a analysé à maintes reprises : il existe une **base sociale au mouvement totalitaire**, qui ne s'explique pas seulement par le haut et le jeu des classes dominantes. Elle évoque un terreau : un **phénomène de « désolation », sorte de stade suprême de l'individualisation et de la fragmentation des relations sociales**. Face à cela, tout projet émancipateur doit partir de cette terrible réalité pour espérer être en phase.

Dans ce contexte, nous sommes obligés de tirer les bilans de notre propre histoire, même si celle-ci ne se répète jamais à l'identique. Le danger fasciste est cependant bien réel du point de vue du racisme anti-immigrés et des attaques antidémocratiques. Les erreurs tragiques du mouvement ouvrier propres aux années 30, elles, menacent de se reproduire à l'identique : le sectarisme, la fragmentation, l'aveuglement.

M.: C'est cette analyse qui a conduit le NPA à proposer une campagne commune avec LFI aux européennes de 2024 ?

OB: Je ne suis plus à la direction du NPA, mais j'accompagne cette démarche qui consiste en effet à interpellier les forces de la gauche de rupture. Cela étant, au-delà de la seule question électorale, il y a une **nécessité de dépassement et de rassemblement des forces sociales et politiques anticapitalistes**, tout en plaçant au centre le front unique contre la droite et l'extrême droite. Une unité sur une démarche d'actions concrètes ... pour incarner une alternative de masse – ce que nous n'avons pas réussi jusqu'ici.

L'extrême droite mène à sa façon une bataille pour l'hégémonie culturelle de manière décomplexée depuis trente ans. A nous de mener la nôtre. Pour l'heure, nous traversons un **énorme trou d'air idéologique** où les gauches en France semblent perdre leurs boussoles, au point de devenir parfois méconnaissables...

Pendant longtemps, la lutte contre le racisme, sous toutes ses formes, était un repère politique structurant à gauche. De l'affaire Dreyfus aux générations qui ont écrit les pages de la Résistance et du mouvement ouvrier, sans oublier la marche pour l'égalité des années 80. Ce combat inclut autant la lutte contre l'antisémitisme, l'islamophobie que la négrophobie. Cette boussole à gauche est fondamentale, au même titre que l'a toujours été la lutte anticoloniale – je pense au Vietnam ou à l'Algérie, par exemple.

Or, depuis le 7 octobre dernier, les gauches paraissent perdre le nord... au point de renoncer à l'une ou l'autre de leurs valeurs. Idem sur l'internationalisme, victime du triste retour du « campisme » qui voudrait transformer en loi la maxime qui prétend que « *l'ennemi de mon ennemi est forcément mon ami* ». C'est la même cohérence qui nous pousse, au NPA, à affirmer notre solidarité pour les résistances à la fois palestinienne, kurde ou ukrainienne, par exemple.

M.: La gauche a en effet été accusée d'antisémitisme, de complicité avec le Hamas ... et le NPA n'y a pas échappé. Y a-t-il eu des maladroitures, quand vous relisez les événements depuis le 7 octobre ? ...

OB: J'appartiens à un courant politique, la IVe Internationale, où des camarades ont été porteurs de valises pour le FLN, remplies d'argent ou d'armes. C'était notre contribution à la

Oliver Besancenot: Cette loi marque un saut majeur dans l'extrême droitisation de la classe politique.... Son élaboration témoigne de l'influence du Rassemblement national, qui est devenu une boîte à idées du pouvoir en place. Cela crédibilise un peu plus la thèse de l'accession possible du RN au pouvoir, même si l'extrême droite n'y est pas encore.

Sur la loi immigration, la bataille n'est pas terminée. Après la manifestation du 14 janvier, il y aura celle du 21 janvier. Nous allons unifier un maximum de forces et faire entendre la voix de toutes celles et tous ceux qui y sont opposés. Les macronistes traîneront cette loi comme un boulet, y compris lors d'échéances symboliques comme l'entrée de Manouchian au Panthéon. Car faire entrer au Panthéon l'un des responsables des Francs-tireurs et partisans – Main-d'œuvre immigrée (FTP-MOI) et faire voter cette loi, ce n'est pas du « en même temps » mais une contradiction politique scandaleuse et moralement révoltante.

M.: Les nombreux coups portés par le camp présidentiel sur la question sociale, dans une ambiance internationale sombre, pourraient susciter davantage d'abattement que de révolte. Comment percevez-vous le climat du pays ?

OB: Un récit nous est imposé sur le thème de l'inexorable ascension du RN au sommet de l'État. Je suis plutôt du côté du révolutionnaire Auguste Blanqui, qui pourfendait les fatalistes de l'Histoire. La responsabilité première à gauche, quelle que soit sa sensibilité, est de **refuser cette dictature du fait accompli** et de faire en sorte que ce récit soit démenti par les faits. Je suis conscient de l'évolution du rapport de force et je sais qu'on ne l'inversera ni par des postures ni par de la gonflette, mais l'Histoire n'est pas une construction linéaire, elle est faite de bifurcations.

Il faut **rassembler les forces sur des batailles essentielles**, dont la lutte contre l'extrême droite et ses idées. S'il existe un drapeau qui permet de rassembler toute la gauche sociale et politique anticapitaliste, c'est le drapeau commun de l'antifascisme. Un tournant mondial nauséabond s'opère, auquel il faut opposer un large front d'actions et de résistance à l'air du temps.

M.: À quoi attribuer ce tournant qu'on constate en Europe, mais aussi en Amérique latine avec Javier Milei en Argentine, ou en Israël avec Netanyahu ?

OB: Ce qui se passe en Israël, ce qui se passe en Europe et ce qui se passe en Amérique

latine, au-delà des singularités propres à chaque situation, témoigne de la **fin d'un cycle. Celui de la mondialisation libérale** telle que nous l'avons connue depuis quarante ans, et cela renvoie aux contradictions profondes et inhérentes au système capitaliste.

Comme toujours, une fin de cycle n'est pas synonyme de retour à la situation antérieure : c'est une situation nouvelle qui s'ouvre, marquée par des intérêts nationaux aiguisés, des compétitions interimpérialistes et des guerres locales de très haute intensité qui mettent en péril le reste du monde à chaque instant. C'est comme si le monde avait perdu le contrôle de sa propre marche.... La catastrophe écologique et climatique ou même la récente crise liée au narcotraffic en Equateur vont dans ce sens.

Nous ne vivons pas une redite des années 30, car ce n'est pas tant le « péril rouge » qui inquiète la classe dominante que **le désordre globalisé qui menace ses affaires. Mais le danger fasciste est réel.**

Politiquement, cela produit des courants d'extrême droite,



Oliver Besancenot en meeting à Saint-Malo (fév. 2022) photo D. NPA pm

lutte d'indépendance algérienne. Pour ma part, j'en tire une grande fierté. Cela ne nous empêchait pas à l'époque de formuler nos désaccords, voire des critiques sur certaines modalités d'action. Nous étions par exemple **opposés aux attentats aveugles contre les civils**. Des questions morales d'autant plus importantes qu'une des conditions pour qu'une lutte de libération nationale l'emporte, c'est que la société coloniale elle-même se fracture.

L'accusation d'apologie du terrorisme qui nous est faite est une insulte à notre histoire. En outre, le Hamas n'est pas le FLN. Nous sommes pour le droit à l'autodétermination du peuple palestinien, parce que nous sommes pour son droit à l'émancipation. Or le projet du Hamas est à l'opposé, point par point, d'un projet d'émancipation. Pour nous, les massacres contre les civils, les corps souillés ou les viols ne seront **jamais des actes de résistance mais des actes de barbarie**. Je les ai toujours dénoncés. Le 7 octobre 2023 n'échappe pas à la règle.

Ici comme ailleurs, je ne ferai jamais mienne la devise qui affirme que « *la fin justifie les moyens* ». Les contre-révolutions bureaucratiques du XXème siècle sont toutes nées en annonçant ce genre de slogan. Et précisément parce que, dans chaque situation, nous plaçons **la vie humaine au-dessus de toute chose**, les silences politiques assourdissants sur **le massacre qui se déroule à Gaza me glacent le sang**.

Il y a un côté orwellien dans la situation actuelle, quand on écoute les mots qui sont utilisés. Ce n'est pas d'une guerre d'occupation coloniale qu'il serait question mais d'une « opération militaire pour éradiquer le terrorisme », donc d'une opération de paix – on n'est pas loin de « *la guerre, c'est la paix* » dans le roman d'Orwell. On peut multiplier les exemples : on criminalise le simple fait de participer, comme je l'ai fait, à des manifestations de solidarité avec le peuple palestinien pour réclamer le cessez-le-feu. Brandir le drapeau palestinien serait désormais considéré comme un signe antisémite ! C'est du délire.

M: Un porte-parole de l'armée israélienne a promis des combats à Gaza « tout au long de cette année 2024 ». On ne peut pas dire qu'en France la mobilisation pour la solidarité soit aussi massive que dans d'autres pays. Comment peser pour que cessent les massacres ?

OB: Une responsabilité considérable pèse sur nous pour que la solidarité s'organise ici, dans les pays les plus riches...

Pour qu'**une solution politique binationale voie le jour là-bas**, avec égalité des droits pour tous et toutes – deux États, un État, un système fédéral... –, il faut, en complément de la lutte palestinienne, que la solidarité s'organise dans nos pays pour imposer à nos gouvernants de retirer à Israël tout appui logistique, économique et militaire et mettre fin à l'horreur à laquelle nous assistons chaque jour, impuissants.

On a besoin d'un sursaut de conscience politique et que la gauche sorte de sa léthargie. Malheureusement, la gauche française paraît trop souvent prisonnière des règles de la Vème République. Une campagne présidentielle se termine, et les futurs candidats à la prochaine se profilent d'embellée. Trop de remplaçants sur le banc, qui ne pensent qu'au brassard de capitaine et plus vraiment à l'équipe. Au foot, ça finit toujours mal. **Jouer collectif, c'est taper ensemble sur les mêmes clous, même lorsque nous marchons séparément**, pour reprendre la vieille formule !

M: Le pire des risques pour la gauche aujourd'hui, c'est donc le sectarisme ?

OB: Il ne faut céder ni au sectarisme ni à l'opportunisme. Affirmer sa solidarité avec le peuple palestinien est un minimum, quelle que soit notre obédience, et quelles que soient les pressions exercées par le courant dominant. Nous avons, par exemple, des désaccords politiques connus avec LFI, mais la diabolisation et la cornérisation dont cette organisation fait l'objet devraient tous nous alerter.

De même, lorsque le NPA a été convoqué par la police judiciaire et entendu dans le cadre d'une enquête préliminaire pour « apologie du terrorisme », les soutiens ont été discrets. La gauche peut s'en laver les mains, ou se les frotter, sur le thème « ils l'ont bien cherché », mais **si par malheur le cours politique dominant réussissait à nous mettre au ban, c'est tout le mouvement ouvrier et syndical qui pourrait être emporté** par la suite. Et même une partie de la macronie – souvenez-vous de cette scène où le député RN Laurent Jacobelli traite de « racaille » le député de la majorité Belkhir Belhaddad...

Loin des écuries présidentielles, il existe pourtant un renouvellement dans les combats de l'heure, marqués par **une nouvelle génération** qui s'est exprimée dans les luttes ouvrières, dans le syndicalisme, sur le terrain de l'écologie avec les Soulèvements de la Terre, dans les luttes LGBT... **Les potentialités et les ressources existent**. Mais en se privant sciemment d'horizons et d'espérances politiques, au nom des petits calculs électoralistes de la Vème République, la gauche continuera à creuser sa propre tombe avec enthousiasme.

J'espère que la bataille sur la loi immigration nous servira d'électrochoc. Et que **le danger fasciste nous poussera à nouveau à nous serrer les coudes**. Être révolutionnaire, répétait Alain Krivine, c'est aussi résister au fait de devenir cynique ou blasé. Nous sommes nombreuses et nombreux à avoir un rôle à jouer pour qu'un courant anticapitaliste unitaire, large, fasse entendre sa voix.

Sainte-Soline : Soutien aux 9 militants scandaleusement condamnés

Le NPA est scandalisé par les décisions du tribunal de Niort concernant le procès des neuf de Sainte-Soline. Ainsi, mercredi dernier, neuf opposants aux bassines de Sainte-Soline ont été condamnés à des peines allant d'amendes à de la prison avec sursis.

Il s'agit à n'en pas douter d'un procès politique contre des militants considérés comme des "écoterroristes", pour reprendre la formulation de Darmanin qui avait donné la ligne à suivre au tribunal. La présomption d'innocence tant défendue par Macron et ses amis s'est muée ici en une présomption de culpabilité pour des militants écologistes et syndicaux. Tout le monde n'a pas la chance d'être ministre ou ancien ministre, comme Dussopt, relaxé le même jour. Justice de classe, justice nulle part...

Ces décisions se veulent aussi un avertissement à touTEs les militantEs qui osent défendre le droit à l'eau pour toutes et tous, contre l'agrobusiness, mais également qui luttent contre les projets autoroutiers et autres grands projets inutiles.

Nous soutenons évidemment ces 9 camarades condamnés et les plus de 200 personnes blessées – dont certaines ont frôlé la mort – lors de la manifestation du 25 mars dernier.

Le NPA est partie prenante de tous ces combats et va continuer de l'être, contre un capitalisme qui mène l'humanité à sa perte. C'est pourquoi, il participera à la mobilisation internationale contre les mégabassines des 20 et 21 juillet dans le Poitou.

l'Anticapitaliste
Théorisateur du NPA - ANTICAPITALISTES

RETRAIT DE LA LOI DARMANIN

ET DE TOUTES LES LOIS RACISTES ET ANTISOCIALES!

ZOOM L'écologie, à Jean-Charles Bassez pour continuer à la Meudon ? Page 2	INTERNATIONAL Argentine. Un mois de gouvernement Mafu. Libération racial et alléges antiracistes. Page 3	ARGUMENTS Écriture droite. Bât de balles en Europe et parole électoraliste. Page 4	CHAMP LIBRE Logement : un droit avec Raphaël (Droit au logement Saint-Est). Page 5
---	---	---	---

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos collègues, parents, ami.es, à visiter notre page facebook: <https://www.facebook.com/npaSaintMalo>
Et nos sites web départementaux et nationaux <https://www.anticapitaliste-35.org/> <https://nouveauantipartianticapitaliste.org/>

BREVES DE PONTONS

Démographie et logement

L'INSEE a rendu publiques ses données sur l'évolution de la démographie au 1/01/2021.

Celles-ci montrent un accroissement de la population sur Saint-Malo ville et sur la grande majorité des communes du Pays de Saint-Malo pour la période 2015-2021. Seules certaines communes du littoral, frappées par le plan de prévention des risques de submersion marine (Cherrueix, Saint-Benoît-des-Ondes, Mont-Dol, Saint-Marcen) ou enclavées (Cuguen, Lourmais) ont perdu des habitants. En vérité, pas vraiment de surprise: les communes dont la croissance est la plus forte sont soit des communes littorales attractives et disposant d'espaces constructibles (Saint-Briac, Saint-Mélor, Saint-Lunaire, Saint-Coulomb) soit se situant en retrait du littoral avec des prix du foncier compétitifs et des services (La Gouesnière, Lillemer, Meillac, Miniac-Morvan, Plerguer, Pleugueneuc, La Richardais, Saint-Guinoux, Saint-Jouan-des-Guérets). En ce sens, **l'évolution démographique est très liée au contexte foncier et immobilier.**

C'est aussi et évidemment le cas à Saint-Malo-ville.

SVP, pas de triomphalisme M. le Maire, car le recul de la natalité se confirme

Nous savons bien que la tendance générale actuelle est à la baisse de la natalité. Mais, tout de même, le nombre de naissances enregistré en 2023 à Saint-Malo a sensiblement reculé: - 168 par rapport à 2022 (soit - 10%). Voilà qui n'est pas un bon chiffre pour la ville et le Pays.

Le maire, G. Lurton, se félicite ainsi de l'inversement de la courbe démographique de Saint-Malo qui aurait regagné **1604** habitants entre 2015 et 2021, dont **328** entre 2020 et 2021. Le maire ajoute cependant qu'en 2021, **417** logements ont été construits, ce qui revient à dire que près d'1/4 des nouveaux logements sont allés renforcer le parc de résidences secondaires. Pire, sur la période 2015-2021, les données officielles du ministère de l'environnement nous apprennent que la mairie de Saint-Malo a délivré des autorisations de construire pour **6262** logements. Ce qui nous amène à penser que près de 3 nouveaux logements sur 4 n'auraient pas été utilisés comme résidence principale...Autrement dit, qu'à Saint-Malo la **politique frénétique d'urbanisme aurait eu pour effet immédiat d'alimenter le parc de résidences secondaires ou de meublés de tourisme.**

En conséquence, le crédo défendu par G. Lurton dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme selon, lequel il faudrait construire 500 logements par an afin de maintenir la ville aux alentours de 47.000 habitant.es permanents et d'y loger les jeunes actifs ne peut être qu'un **leurre sauf à l'inscrire dans une politique volontariste de rénovation et de la construction de logements sociaux** avec une répartition équitable dans tous les quartiers.

C'est ce que tend à confirmer d'ailleurs un article paru dans le *Pays Malouin* du 4/01 en nous présentant comme nouveaux habitants de Saint-Malo, uniquement des personnes dont le profil correspond à celui de jeunes retraités et non à de jeunes actifs, car que ce soit en matière d'acquisition ou de location, **la discrimination par l'argent continue de sévir!**

La Briantais: la privatisation ne reviendrait-elle pas par la fenêtre ?

Rappelez-vous, fin 2020, le patron Beaumanoir avait proposé de reprendre la Briantais, dans le cadre d'une fondation privée, et d'y faire un établissement de type Relais & Châteaux: en pratique, le château et une partie du parc étaient privatisés afin d'y accueillir une fondation d'art contemporain et une autre aurait été lotie pour y construire de belles résidences.

Le maire de Saint-Malo avait rejeté, avec raison, un tel projet de privatisation arguant que s'il n'excluait pas « l'aménagement d'un équipement à vocation un peu plus privée », « les Malouines et Malouins [devaient pouvoir] accéder au château » (*Le Pays Malouin*, 13/11/2020).

Voilà maintenant que G. Lurton lance un ballon d'essai en suggérant de **reproduire à la Briantais une formule semblable à celle mise en place au château du Nessay à Saint-Briac**, à savoir cohabitation publique-privée pour le parc, mais privatisation du château par installation d'un restaurant, on imagine de prestige.

Avec des menus comme au Nessay à au moins 50 € ?



La réunion-débat du 15 décembre à Saint-Malo

Solidarité avec le peuple palestinien:

CONTINUER A SE MOBILISER, A EXPLIQUER, A CONVAINCRE

Voilà désormais plus de 100 jours qu'on massacre le peuple palestinien de Gaza. Notre responsabilité est d'organiser la solidarité ici, dans les pays les plus riches, de l'élargir, de convaincre davantage de personnes.

Car comme aux États-Unis où se déroulent des manifestations juives qui proclament « Pas en notre nom ! », il s'agit d'exercer une pression continue au cœur même des puissances qui protègent et fournissent la machine de guerre de l'État colonialiste israélien.

D'où la nécessité de ce rendez-vous hebdomadaire de solidarité avec le peuple palestinien (**chaque vendredi soir à 17h face à la gare SNCF de Saint-Malo**).

A l'appel de l'Association France Palestine solidarité

Vendredi 19 Janvier - 17h RASSEMBLEMENT Esplanade Gare SNCF - Saint-Malo

Un plan B ou une réduction de la voilure pour l'hôpital territorial ?

Voilà de nombreux mois qu'avec nos ami.es du *Monde d'Après* et de *Dinan Diver'Cité*, nous alertons sur les contradictions que nous semble rencontrer le projet de restructuration hospitalier devant le Conseil National de l'investissement en santé (CNIS).

A ce jour, aucune information précise sur ce sujet n'a été rendue publique malgré plusieurs sollicitations de notre part auprès des porteurs du projet. En revanche nous avons des informations contradictoires:

- d'un côté, de la bouche même de G. Lurton (*Ouest-France* du 3/01), on nous confirme qu'il y a bien un souci. A telle enseigne qu'il est question de présenter « un plan B » car les décideurs ministériels voudraient des assurances (ou ont des doutes ?) sur les capacités du groupe hospitalier à financer l'opération d'investissement et à faire vivre dans la durée la nouvelle structure. A moins, que ce ne soit aussi le projet médico-soignant lui-même et son dimensionnement en termes d'activité qui fait tiquer ?
- De l'autre, le maire de Dinan, rencontré par nos ami.es du *Monde d'Après* et de *Dinan Diver'Cité* relativise les obstacles rencontrés par le projet et assure que le projet médico-soignant n'est pas remis en question et qu'en dépit de quelques ajustements et optimisations fonctionnelles nécessaires, le CNIS aurait donné un quasi « feu vert » au Grand Projet. Autrement dit, pas de nécessité de plan B. Qui croire ?

A moins que les élus soient tenus à distance des péreginations du dossier par la techno-structure sanitaire (CNIS, ARS, direction du GHT).

N'est-ce pas ce qu'on doit déduire de l'attitude du maire de Dinan qui n'a encore il y a quelques jours que le processus de constitution du nouveau Groupe Hospitalier Rance Emeraude était une « fusion-absorption » alors que c'est précisément la formule juridique retenue par l'ARS dans sa décision de création du nouvel établissement.

DB

Pour prendre contact avec le comité NPA du pays malouin:

npsaintmalo@gmail.com